

mesures servent également à orienter les masses pieuses vers les partis politiques pro-Islam, censés mettre un terme à cette application autoritaire de la laïcité » (p. 298). En revanche, le livre propose un jugement modéré sur la période kémaliste, estimant qu'en affranchissant l'État des ingérences religieuses (et malgré ses excès), elle a cependant créé les conditions à l'établissement ultérieur de la démocratie et d'une laïcité partielle, qui se libère peu à peu de ses accents répressifs et autoritaires. Depuis l'obtention du statut de candidat de la Turquie à l'Union européenne (1999), le régime a été contraint de procéder à des réformes constitutionnelles importantes. Cette pression extérieure européenne s'est accompagnée d'une requête populaire interne pour une plus grande libéralisation du système politique et juridique turc, consacrant les victoires électorales successives de l'AKP (le Parti de la justice et du développement) en 2002, 2007, 2011 et récemment en 2015, dont les membres se qualifient de « conservateurs démocrates ». Des procès retentissants contre les hauts gradés de l'armée ont également permis d'avancer dans la démilitarisation du régime.

Martin Poëti -

Université de Montréal, Faculté de théologie
et de sciences des religions

Bew (John) - *Realpolitik. A History.* - Oxford, Oxford University Press, 2016. VI + 396 p. Bibliogr. Index.

Le moment triomphaliste occidental est bien terminé. Il aura duré de la fin de la guerre froide à 2005 environ, c'est-à-dire au moment où l'échec des interventions en Irak et en Afghanistan est devenu évident. La désillusion qui a lieu depuis prend différents noms – « retour de l'histoire et fin des rêves » (Robert Kagan), « vengeance de la géographie » (Robert Kaplan) – qui sont autant de manières de parler du retour de la *Realpolitik*. Celle-ci s'explique par « une combinaison d'épuisement idéologique, de récession économique, de surmenage militaire, ainsi qu'une succession de crises au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et dans le Pacifique » (p. 1). Nous voilà donc dans un nouveau « moment machiavélien », selon l'expression de Michael Ignatieff. Le mot ne s'est pas pour autant débarrassé de sa connotation négative – trop nombreux sont encore ceux qui confondent *Realpolitik* et cynisme – mais il a bénéficié d'au moins deux facteurs : les mutations du système international (le

retour des rivalités entre grandes puissances), qui suscitent une comparaison entre la période actuelle et l'Europe du 19^e siècle où la *Realpolitik* est née et s'est montrée utile ; et l'idéalisme de la politique étrangère anglo-américaine post-guerre froide, dont les résultats n'ont pas convaincu et auquel la *Realpolitik* apparaît comme un correctif.

Mais qu'est-ce donc que la *Realpolitik* ? Se revendiquant de l'école de Cambridge en histoire des idées, dont Quentin Skinner est l'auteur le plus influent, John Bew propose une approche contextualisée supposant que les idées et discours politiques ne peuvent être compris qu'en les replaçant dans leur contexte historique d'énonciation. Dans cet ouvrage passionnant qui constitue la meilleure histoire du concept, il montre comment la naissance de la *Realpolitik* est « inextricablement liée aux révolutions européennes de 1848 [qui], à certains égards, étaient les équivalents, au 19^e siècle et en Europe, des Printemps arabes » (p. 18). Son inventeur est « presque entièrement oublié aujourd'hui » (p. 6), et l'une des ambitions de ce livre est de corriger cette injustice. Il s'agit du journaliste et militant libéral allemand Ludwig August von Rochau, dans son traité *Grundsätze der Realpolitik* (1853, suivi d'un second volume en 1868). Aujourd'hui, « le concept original de Ludwig von Rochau a été presque entièrement perdu », supplanté par une profusion de « versions abâtardies et à moitié formées de lui-même, qui ont été la source d'idées fausses » (p. 7). Confondu avec d'autres concepts allemands (*Machtpolitik*, *Weltpolitik*) ou utilisé comme synonyme de « réalisme », « raison d'État », « poursuite/défense de l'intérêt national », « machiavélisme », *Realpolitik* donne lieu à une confusion sémantique. Pour mieux distinguer l'original allemand (*Realpolitik*) de l'évolution du concept dans le monde anglophone (*realpolitik*), J. Bew les écrit d'ailleurs différemment.

L'une de ces idées fausses, dominante dans l'imaginaire collectif, est l'association de la *Realpolitik* à Metternich et Bismarck, deux hommes d'État illibéraux auxquels Ludwig von Rochau s'est opposé – ce qui ne l'a pas empêché de proposer une alliance temporaire des libéraux avec Bismarck en 1867, au nom précisément de la *Realpolitik*. Le concept a rapidement été détourné pour désigner la politique étrangère bismarckienne, en dépit du fait que Bismarck lui-même ne l'a jamais utilisé. Militant libéral, Ludwig von Rochau écrit pour inciter ses camarades libéraux à faire preuve de davantage de réalisme dans leurs objectifs

politiques. Dans sa *Realpolitik*, il réunit quatre leçons de 1848 : 1/ la loi du plus fort domine la vie politique « de la même manière que la force gravitationnelle domine le monde physique », de sorte que la souveraineté ne doit pas être pensée comme un droit naturel mais comme un reflet de la puissance – il est donc illusoire d’attendre de l’État qu’il soit contrôlé par le droit sans tenir compte des rapports de puissance ; 2/ la force de l’État dépend de sa capacité à identifier les forces sociales contestataires pour soit les incorporer, soit les supprimer ; 3/ « ce qui compte en politique n’est pas la pureté, la cohérence ou la vérité d’une idée mais combien de personnes la défendent et avec quelle force » ; 4/ toute politique qui voudrait s’émanciper de l’esprit du temps (*Zeitgeist*) aurait « une marge de manœuvre très limitée ». Sa *Realpolitik* est très vite caricaturée, pour désigner un refus des idéaux – Constantin Frantz en a tiré une fausse dichotomie entre idéalisme et compromis, alors que Rochau pense compatible la poursuite d’idéaux sur le long terme et la nécessité de faire des compromis pour obtenir des résultats sur le court terme – et plus largement un éloge de la puissance. « Née à gauche du spectre politique, elle devient rapidement associée à des idées de droite » (p. 68).

J. Bew examine la postérité allemande du concept, chez Max Weber (*Politik als Beruf*, 1919) et Friedrich Meinecke (*Die Idee der Staatsräson*, 1924) ; sa confusion avec la *Machtpolitik* des fascistes des années 1930 ; et son histoire anglophone. Utilisé en anglais à partir de 1872, le mot est d’abord mal perçu au Royaume-Uni où il est synonyme de « militarisme prussien et d’impérialisme allemand » (p. 85). Aux États-Unis, en revanche, où il se diffuse à partir des années 1910, il n’a jamais eu la même connotation péjorative. Walter Lippman et deux autres éditeurs de la *New Republic* s’en font les promoteurs. La *Realpolitik* – au sens où elle fait de la faisabilité un critère : une politique réaliste n’annonce que ce qu’elle est capable de faire – est vantée comme correctif à la naïveté, à l’isolationnisme et au pacifisme. La filiation est forte avec le réalisme classique d’Edward H. Carr, Reinhold Niebuhr, Hans J. Morgenthau, George Kennan et d’autres, qu’on pourrait

appeler réalisme libéral¹ – J. Bew écrit d’ailleurs que « le concept original de *Realpolitik* [...] peut être compris comme une forme de réalisme libéral » (p. 8) – mais elle est au mieux indirecte, *via* les lectures de Max Weber et Friedrich Meinecke.

Le terme se diffuse au cours des années 1970 dans les commentaires de politique étrangère. Henry Kissinger l’incarne alors, avec ambivalence. Pour certains, la *realpolitik* est synonyme d’amoralité et de cynisme – une importation germanique qui va à l’encontre des idéaux étasuniens. Pour d’autres, elle est un antidote utile contre l’*hubris* – celui qui, précisément, se manifestera après la fin de la guerre froide. D’où l’actuel retour de la *Realpolitik* dans un mouvement de pendule, qui confirme la nature cyclique des débats de politique étrangère.

Jean-Baptiste Jeangène Vilmer -
IRSEM

Boudia (Soraya), Henry (Emmanuel), dir.
- *La mondialisation des risques. Une histoire politique et transnationale des risques sanitaires et environnementaux.* - Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015 (Res Publica). 214 p.

L’ambition de cet ouvrage collectif est annoncée par les deux coordonnateurs Soraya Boudia et Emmanuel Henry dans un chapitre introductif : « Pour une histoire politique des transnationalisations des risques sanitaires et environnementaux ». Les deux sociologues, fins connaisseurs des enjeux complexes des politiques internationales de régulation de la santé et des risques², ont lancé une réflexion collective sur les processus et les enjeux des espaces transnationaux des risques sanitaires et environnementaux. Douze auteur.e.s en sciences humaines et sociales (histoire, sociologie, anthropologie, science politique, *science studies*) ont exploré leurs objets de recherche en mettant à l’épreuve une grille commune pour appréhender les « modalités de construction des problèmes globaux ; la montée en puissance de l’expertise scientifique et des

1. Cf. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Pour un réalisme libéral en relations internationales », *Commentaire*, 141, 2013, p. 13-20.

2. Soraya Boudia, Nathalie Jas (eds), *Powerless Science ? The Making of the Toxic World in the Twentieth Century*, New York, Berghahn Books, 2014 ; Emmanuel Henry, Claude Gilbert, Jean-Noël Jouzel, Pascal Marichalar (dir.), *Dictionnaire critique de l'expertise. Santé, travail, environnement*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015 (voir *infra* le compte rendu de David Smadja, p. 620-621).